

SÉNAT DE BELGIQUE

RÉUNION DU 28 JUIN 1927

Rapport de la Commission des Finances sur le Projet de Loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe.

(Voir les n° 127, 155 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séance du 2 juin 1927; le n° 139 du Sénat.)

Présents : MM. FRANÇOIS, président f.f. ; BARNICH, COOLS, DE CLERCQ, RONVAUX et PIERLOT, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Il paraît utile de situer le projet dans le cadre des dispositions légales et réglementaires relatives à la taxe de luxe et, dans ce but, d'esquisser, au début de ce rapport, un bref historique de la législation sur la matière, ainsi qu'un résumé des arrêtés royaux qui la complètent et en assurent l'exécution.

La loi du 28 août 1921 assujettissait à un droit de quittance de 5 p. c. le prix de la vente au détail de certains objets énumérés au paragraphe 2 de l'article 38.

Comme son nom l'indique, ce droit était dû à l'occasion du paiement. Il était perçu par l'apposition de timbres sur le titre libératoire dont la délivrance, à l'acheteur, était obligatoire lorsque le prix dépassait 10 francs.

La loi du 10 août 1923, en son article 13, ajouta un certain nombre de catégories à la nomenclature des objets dont la vente donne lieu à l'application de la taxe.

Le droit dont il s'agit reçut, dans la pratique, à raison de la nature des articles qui y étaient soumis, le nom de « taxe de luxe ». L'expression est

employée pour la première fois par le législateur dans la loi du 2 janvier 1926.

L'article 109 de cette loi autorise le Gouvernement à reviser la liste des objets assujettis à la taxe. Les arrêtés à prendre en exécution de cette autorisation doivent être soumis à la ratification de la législature, immédiatement si les Chambres sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session. Ils restent applicables jusqu'à la mise en vigueur de la loi qui statue sur la demande de ratification.

Le taux de la taxe est porté à 6 p. c. (art. 97).

Le Gouvernement est autorisé à organiser, à partir de la date qu'il déterminera, la perception de la taxe de luxe, suivant le mode prévu pour la taxe de transmission (art. 98 et 111).

Cette disposition modifie profondément la nature de l'impôt qui trouve désormais sa base, non plus dans le paiement du prix mais dans le fait juridique de la transaction.

En conséquence, le droit se perçoit, en principe, par l'apposition de timbres sur la facture, dont la délivrance est obligatoire pour toute opération dont le montant atteint 10 francs. Toutefois,

dans le cas de vente au comptant, les timbres peuvent continuer à être apposés sur la quittance (article 99).

La taxe est due non seulement sur la vente des objets qualifiés « articles de luxe », mais également sur le prix des réparations et autres travaux effectués sur ces objets (article 100).

La loi du 8 juin 1926 fixe le taux de la taxe à 6 ou 10 p. c., selon la classification que le Gouvernement est autorisé à établir (article 18).

Afin d'éviter un double emploi, toute opération qui a subi la taxe de luxe est exempte de la taxe de transmission et du timbre de facture (article 20).

Par extension du pouvoir qui lui était déjà accordé par la loi précédente, le Gouvernement est autorisé à reporter la perception de la taxe de la vente au détail sur l'achat fait au grossiste ou sur toute transmission antérieure, jusque et y compris la vente par le fabricant (article 22).

L'arrêté royal du 15 juin 1926 dispose que la taxe sur la vente des objets considérés comme articles de luxe sera perçue selon le régime établi pour la taxe de transmission à dater du 21 juin 1926, (article 14).

L'arrêté royal du 24 septembre 1926 donne la liste des objets considérés comme articles de luxe. Ils sont répartis en deux tableaux.

Dans le tableau A figurent ceux de ces objets sur lesquels la taxe sera perçue lors de la vente au consommateur.

Le tableau B énumère les objets assujettis à la taxe lors de la vente par le producteur s'il s'agit de marchandises de fabrication indigène ou lors de l'importation s'il s'agit de marchandises étrangères.

Pour chaque catégorie d'articles, les tableaux indiquent si l'impôt est de 6 p. c. ou de 10 p. c.

L'arrêté royal du 2 mars 1927 coordonne, sous le nom de « Code des taxes assimilées au timbre », les lois relatives aux impôts qui, sans répondre à la défi-

nition du droit de timbre proprement dit, s'acquittent au moyen de timbres et « empruntent à la loi générale du timbre les règles relatives au recouvrement, à la prescription et à la procédure lorsqu'il n'a pas été disposé spécialement à cet égard ». (Rapport au Roi.)

Le titre IV de cet arrêté renferme les dispositions légales en vigueur concernant la taxe de luxe.

L'arrêté royal du 3 mars 1927 coordonne, sous le titre « Règlement général sur les taxes assimilées au timbre », les arrêtés d'exécution relatifs aux mêmes impôts.

Le titre IV renferme celles de ces dispositions réglementaires qui régissent l'application de la taxe de luxe. L'on y trouve, notamment, reproduits, sous l'article 179, les tableaux A et B dont il a été question ci-dessus. Toutefois, à l'occasion de la refonte des arrêtés royaux antérieurs, de nombreuses modifications de détail ont été apportées au régime de la taxe. La nomenclature des articles de luxe a été revue et remaniée; diverses catégories d'objets ont passé d'un tableau à l'autre (1).

* * *

La portée de l'expression « taxe de luxe » a varié.

Ainsi qu'il vient d'être rappelé, elle a été employée dans la pratique avant de l'être dans la loi. On l'a, tout d'abord, appliquée aux taxes de quittances visées, non seulement par le deuxième alinéa de l'article 38 de la loi du 28 août 1921, mais, également, à celles que le paragraphe 1^{er} du même article établissait sur les dépenses d'un certain montant faites dans les hôtels, restaurants et pâtisseries. Outre l'extension donnée

(1) Les deux arrêtés de coordination ont paru au *Moniteur* du 6 mars 1927 et ont été publiés en une brochure qui est mise en vente à l'imprimerie du *Moniteur*.

La consultation de cette brochure permet d'éviter de nombreuses recherches dans les Recueils périodiques de législation. Il est désirable que l'Administration entreprenne le même travail de synthèse en ce qui concerne les règles applicables aux autres impôts.

aux dispositions du paragraphe 2 précité par l'article 13 de la loi du 10 août 1923, l'article 14 de cette dernière loi rendait la taxe applicable au prix de la location de coffres-forts et à celui de la vente d'eau-de-vie et d'autres liqueurs.

Tout en modifiant leurs taux et certaines des conditions de leur perception, la loi du 2 janvier 1926 (art. 94 et suiv.) comprend ces différentes taxes sous le nom générique de taxe de luxe.

La loi du 8 juin 1926 (art. 17 et suiv.) groupe sous le nom de « taxes de séjour et de consommation » celles d'entre elles qui atteignent les dépenses faites dans les hôtels, restaurants et pâtisseries.

La taxe dite de luxe sur les eaux-de-vie et liqueurs, remplacée par les droits qu'établit la loi du 7 juin 1926, a été supprimée par l'article 8, paragraphe 6 de cette loi.

Les arrêtés de coordination des 2 et 3 mars 1927 ont détaché de la rubrique « taxe de luxe » l'impôt sur la location des coffres-forts.

La dénomination « taxe de luxe » ne comprend plus, actuellement, que l'impôt qui atteint les transactions sur les objets énumérés aux tableaux A et B de l'arrêté du 3 mars 1927, où se trouvent reprises notamment les catégories déjà visées par le paragraphe 2 de l'article 38 de la loi du 28 août 1921 et par l'article 13 de la loi du 10 août 1923.

*
* *

Le projet soumis aux délibérations du Sénat tend à la ratification de l'article 179 de l'arrêté royal du 3 mars 1927 et des tableaux insérés dans cette disposition.

Cette régularisation est tardive puisque, dans leurs grandes lignes, les listes dont s'agit ne sont qu'une réédition de celles de l'arrêté du 24 septembre 1926, dont la ratification n'a pas été demandée.

L'Exposé des Motifs en donne la raison suivante : la détermination des objets de luxe dut, à raison des nécessités

financières pressantes où se trouvait le Gouvernement, être préparée hâtivement et l'arrêté royal du 24 septembre 1926 donna lieu, dès sa publication, à de nombreuses plaintes de la part de diverses branches du commerce intéressées; c'est pourquoi le Gouvernement décida qu'il y avait lieu de poursuivre, en même temps que le travail de codification qu'il projetait, la revision des tableaux de classement; il parut, dès lors, préférable d'attendre, pour demander la ratification législative, que l'arrêté eût reçu sa forme définitive.

Votre Commission estime que cette raison n'est pas suffisante pour justifier l'inobservation des conditions auxquelles était subordonnée la délégation accordée au Gouvernement par l'article 109 de la loi du 2 janvier 1926. Rien n'empêchait que, malgré les imperfections inévitables qu'il présentait, l'arrêté du 24 septembre fût soumis aux Chambres dès leur rentrée. Cette formalité — d'ailleurs strictement obligatoire — ne pouvait entraîner aucun inconvénient, le Gouvernement restant toujours libre, malgré la ratification, de reviser les tableaux, quitte à les soumettre à nouveau à l'approbation de la législature (art. 109 précité, al. 2).

Il est à souhaiter que le même retard ne se produise plus.

La Chambre a apporté, au projet du Gouvernement, un amendement suivant lequel la présente loi ne restera en vigueur que jusqu'au 31 décembre 1928.

Peut-être, au lieu de n'accorder la ratification qu'à titre temporaire, eût-il été préférable de décider que, dorénavant, elle devrait être demandée dans un délai de rigueur, à défaut de quoi les arrêtés de classement cesseraient, de plein droit, d'être applicables. Le délai courrait à dater de la signature de l'arrêté pris durant la session ou à dater de la rentrée des Chambres, lorsque l'arrêté est mis en vigueur durant les vacances parlementaires.

Néanmoins, la Commission renonce à déposer un amendement dans ce sens

afin de ne pas rendre nécessaire le renvoi du projet à la Chambre.

* *

La détermination des articles de luxe est des plus délicates et met en cause des intérêts nombreux et complexes. L'examen des tableaux soumis à l'approbation du Sénat a soulevé, de la part de plusieurs membres de la Commission, des objections dont l'exposé excéderait les limites de ce rapport.

Leurs auteurs se réservent de signaler au Gouvernement, lors de la discussion du projet ou en toute autre occasion, les griefs allégués par divers groupements professionnels et d'insister pour en obtenir le redressement.

La Commission se borne à souligner le caractère essentiellement provisoire du classement et à insister sur la faculté d'y apporter, même avant le terme fixé par le projet, les modifications qui seraient reconnues utiles.

Il y a lieu de poursuivre, dans toute

la mesure du possible, la généralisation de la perception à la source.

La taxe de luxe, de même que les autres impôts indirects, crée une inégalité flagrante au détriment des familles nombreuses. Il n'est d'autre remède à cet inconvénient qu'une compensation sous forme de dégrèvements sérieux en matière d'impôts directs. A cet égard, les satisfactions de principe accordées aux familles nombreuses par la loi modifiant le régime de la supertaxe, sont insuffisantes, et la question reste posée.

* *

Sous ces réserves, la Commission, à l'unanimité, propose au Sénat l'adoption du projet.

Le Président,
A. FRANÇOIS.

Le Rapporteur,
HUBERT PIERLOT.

BELGISCHE SENAAT

COMMISSIEVERGADERING VAN 28 JUNI 1927

Verslag uit naam van de Commissie voor de Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp tot bekrachtiging van de klasseeringstafels der aan de weeldetaxe onderworpen voorwerpen.

(Zie de n^{os} 127, 155 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergadering van 2 Juni 1927, en n^o 139 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren FRANÇOIS, waarnemend voorzitter; BARNICH, COOLS, DE CLERCQ en PIERLOT, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het lijkt nuttig dit ontwerp te plaatsen in het kader der wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot de weeldetaxen, met dit doel, bij den aanhef van dit verslag, een bondig geschiedkundig overzicht te schetsen van de desbetreffende wetgeving, alsook de Koninklijke besluiten, die haar aanvullen en hare uitvoering regelen, bondig samen te vatten.

De *wet van 28 Augustus 1921* onderwierp aan een kwijtschiftrecht van 5 t. h. den winkelprijs van sommige voorwerpen opgesomd in paragraaf 2 van artikel 38.

Zooals zijn naam het aangeeft was dit recht verschuldigd bij de betaling. Het werd geïnd door het opplakken van zegels op het kwijtschrift, waarvan de aflevering aan den kooper verplicht was, wanneer de prijs 10 frank overschreed.

De *wet van 10 Augustus 1923*, in haar artikel 13, voegde een zeker aantal categorieën bij de lijst der voorwerpen waarvan de verkoop tot toepassing van de taxe aanleiding geeft.

Dit recht kreeg in de praktijk, wegens

den aard van de daaraan onderhevige artikelen, den naam van weeldetaxe. Deze uitdrukking werd voor het eerst gebezigd in de *wet van 2 Januari 1926*.

Artikel 109 dezer wet machtigt de Regeering de lijst te herzien van de aan de taxe onderhevige voorwerpen. De ter uitvoering van deze machtiging te nemen besluiten moeten ter bekrachtiging aan de wetgeving worden voorgelegd, onmiddellijk zoo de Kamers vergaderd zijn, zooniet bij de opening van haar eerstkomende zitting. Zij blijven van toepassing tot het van kracht worden van de wet die beslist over de aanvraag om bekrachtiging.

De voet van de weeldetaxe wordt tot 6 t. h. opgevoerd. (Art. 97.)

De Regeering wordt gemachtigd, vanaf den door haar te bepalen datum, de inning van de weeldetaxe te regelen, volgens de wijze voorzien voor de overdrachtstaxe (artt. 98 en 111).

Deze bepaling brengt een grondige wijziging aan den aard van de belasting die voortaan haar grondslag zal vinden, niet meer in de betaling van den prijs, doch in het juridisch feit van de koopverrichting.

Bijgevolg, wordt het recht geïnd, in beginsel, door het opplakken van zegels op de factuur, waarvan de aflevering verplicht is bij elke verrichting waarvan het bedrag 10 frank belooft. Evenwel, in gevallen van verkoop met gereed geld kunnen de zegels op het kwijtschrift opgeplakt blijven worden (art. 99).

De taxe is niet alleen verschuldigd op den verkoop van zoogenaamde « weeldevoorwerpen », doch eveneens op den prijs betaald voor de herstellingen en andere werken aan deze voorwerpen uitgevoerd (art. 100).

De wet van 8 Juni 1926 bepaalt den voet der taxe op 6 t. h. of 12 t. h. naar gelang van de klasseering die de Regeering gemachtigd is op te maken (art. 18).

Om dubbele heffing te vermijden is elke verrichting, op dewelke de weeldetaxe wordt geheven, vrijgesteld van de overdrachtstaxe en van het factuurzegel (art. 20).

Bij verruiming van de reeds bij de vorige wet toegekende macht, kan de Regeering de heffing van de taxe op den kleinhandel overdragen op den aankoop bij den grossier of op elke vroegere overdracht, tot en met den verkoop door den fabrikant (art. 22).

Het Koninklijk besluit van 15 Juni 1926 bepaalt dat de taxe op de als weeldeartikelen beschouwde voorwerpen, te rekenen van 21 Juni 1926, zal geheven worden volgens het regiem vastgesteld voor de overdrachtstaxe (art. 14).

Het Koninklijk besluit van 24 September 1926 geeft de lijst op der als weeldeartikelen beschouwde voorwerpen.

Onder de tabel A worden vermeld de voorwerpen, waarop de weeldetaxe wordt geheven bij de aflevering aan den verbruiker.

Tabel B somt de artikelen op die aan de taxe onderworpen zijn bij den verkoop door den voortbrenger, indien het waren van inlandsche fabricage geldt, of bij den invoer, indien het buitenlandsche koopwaren geldt.

Voor iedere reeks artikelen, duiden de tabellen aan of de belasting 6 t. h. dan wel 10 t. h. bedraagt.

Bij Koninklijk besluit van 2 Maart 1927 worden onder de benaming « Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes » samengeschakeld de wetten betreffende de belastingen die, zonder te beantwoorden aan de bepaling van het eigenlijke zegelrecht, worden voldaan door middel van zegels en « aan de algemeene wet op het zegel de voorschriften ontleenen betreffende invordering, verjaring of rechtspleging, bijaldien er te dien opzichte niet afzonderlijk beschikt werd ». (Verslag aan den Koning.)

Titel IV van dit besluit behelst de van kracht zijnde wettelijke bepalingen betreffende de weeldetaxe.

Bij Koninklijk besluit van 3 Maart 1927 worden, onder de benaming « Algemeene verordening der met het zegel gelijkgestelde taxes », samengeschakeld de besluiten van uitvoering betreffende dezelfde belastingen.

Titel IV behelst diegene dezer reglementaire bepalingen, die de toepassing der weeldetaxe regelen. Daarin vindt men onder meer weergegeven, onder artikel 179, de tabellen A en B waarvan hooger sprake. Doch naar aanleiding der herziening van de vroegere Koninklijke besluiten, werden er aan het regiem der taxe talrijke wijzigingen van bijkomenden aard gebracht. De lijst der weeldeartikelen werd herzien en omgewerkt; verscheidene reeksen voorwerpen zijn overgegaan van de eene tabel naar de andere (1).

*
* *

De beteekenis der uitdrukking « weel-

(1) De twee besluiten tot samenschakeling zijn verschenen in den *Moniteur* van 6 Maart 1927 en werden uitgegeven in eene brochure, verkrijgbaar in de drukkerij van den *Moniteur*.

Het raadplegen dezer brochuren laat toe talrijke opzoekingen te vermijden in de periodieke verzamelingen van wetten en K. B. Het is wenschelijk dat het Beheer derzelfden synthetischen arbeid onderneme, wat betreft de regels die toepasselijk zijn op de overige belastingen.

detaxe » heeft veranderingen ondergaan.

Zooals pas werd in herinnering gebracht, werd zij in de practijk gebruikt vooraleer in de wet te worden opgenomen. Men heeft ze vooreerst toegepast niet alleen op de taxes op de kwijtschriften, bedoeld in het tweede lid van artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921, maar ook op die welke bij paragraaf 1 van hetzelfde artikel werden gevestigd op het verteer van een zeker bedrag in de hotels, spijshuizen en pasteibakkerijen. Buiten de uitbreiding, aan de bepalingen van voormelde paragraaf 2 gegeven bij artikel 13 der wet van 10 Augustus 1923, werd de taxe toepasselijk gemaakt op den huurprijs van brandkasten en op den verkoopprijs van brandewijn en andere likeuren.

De wet van 2 Januari 1926 (artt. 94 en volgende) wijzigt het bedrag en sommige voorwaarden van inning dezer onderscheidene taxes en rangschikt ze tevens onder de algemeene benaming « weeldetaxe ».

De wet van 8 Juni 1926 (artt. 17 en volgende) rangschikt onder de benaming « verblijfs- en verbruikstaxes » diegene onder deze taxes die rechtstreeks slaan op het verteer in de hotels, spijshuizen en pasteibakkerijen.

De zoogezegde weeldetaxe op brandewijnen en likeuren, vervangen door de rechten gevestigd bij de wet van 7 Juni 1926, werd afgeschaft bij artikel 8, paragraaf 6 dezer wet.

De besluiten tot samenschakeling van 2 en 3 Maart 1927 hebben uit de rubriek « weeldetaxe » gelicht de belasting op den huurprijs der brandkasten.

De benaming « weeldetaxe » omvat thans nog alleen de belasting op de koopverrichtingen betreffende de voorwerpen opgesomd in de tabellen A en B van het besluit van 3 Maart 1927, waarbij onder meer opnieuw worden vermeld de reeksen reeds bedoeld bij paragraaf 2 van artikel 38 der wet van 28 Augustus 1921

en bij artikel 13 der wet van 10 Augustus 1923.

* *

Het ontwerp, dat aan de besprekingen van den Senaat wordt voorgelegd, heeft ten doel de bekrachtiging van artikel 179 van het Koninklijk besluit van 3 Maart 1927 en van de in deze bepaling vervatte tabellen.

Deze regeling komt wat laat, vermits bedoelde lijsten in de groote trekken slechts eene herhaling zijn van die van het Koninklijk besluit van 24 September 1926, waarvoor er geen bekrachtiging werd gevraagd.

De Memorie van Toelichting wettigt zulks als volgt : de bepaling der weeldevoorwerpen moest, uit hoofde der dringende financieele noodwendigheden waarin de Regeering zich bevond, haastig worden voorbereid, en het Koninklijk besluit van 24 September 1926 gaf, vanaf zijne bekendmaking, aanleiding tot talrijke klachten vanwege de onderscheidene betrokken handelstakken; daarom besliste de Regeering dat, samen met het ontworpen codificatiewerk, de herziening der klasseeringstafels diende nagestreefd; derhalve bleek het raadzamer te wachten totdat het besluit zijn vasten vorm had verkregen, vooraleer het aan de goedkeuring der Wetgevende Macht voor te leggen.

Uwe Commissie oordeelt dat deze reden niet voldoende is om het niet-naleven te wettigen van de voorwaarden, waaraan onderworpen was de volmacht aan de Regeering verleend bij artikel 109 der wet van 2 Januari 1926. Niets belette dat het besluit van 24 September, spijs zijne onvermijdelijke onvolmaakt-heden, aan de Kamers zou worden voorgelegd onmiddellijk na het reces. Deze formaliteit — die trouwens streng verplichtend was — kon tot geenerlei bezwaar aanleiding geven, daar de Regeering, spijs de bekrachtiging, steeds vrij bleef de tabellen te herzien, mits ze andermaal aan de goedkeuring der Wet-

gevende Kamers te onderwerpen. (Vormeld artikel 109, lid 2.)

Het is te wenschen dat dergelijke vertraging niet meer voorkome.

De Kamer heeft bij het ontwerp van de Regeering een amendement ingediend, naar luid waarvan de wet slechts van kracht blijft tot 31 December 1928.

In plaats van de goedkeuring te verleenen ten tijdelijken titel, ware het wellicht verkieslijk te besluiten dat zij voortaan moet aangevraagd worden binnen een bepaalden termijn, zooniet zouden de besluiten ter klasseering van rechtswege ophouden toepasselijk te zijn. De termijn zou beginnen vanaf den datum der onderteekening van het besluit gedurende de zitting genomen, of vanaf den datum van de heropening der Kamers, wanneer het besluit van kracht wordt gesteld tijdens het parlementair reces.

De Commissie ziet er niettemin van af een amendement in dien zin in te dienen om de terugzending van het ontwerp naar de Kamer niet te veroorzaken.

* *

De bepaling van de weeldeartikelen is uiterst kiesch en brengt talrijke en ingewikkelde belangen in het gedrang. Het onderzoek der tabellen, aan de goedkeuring van den Senaat onderworpen, heeft vanwege verschillende leden der Commissie bezwaren uitgelokt, wier omschrijving het bestek van dit verslag zou te buiten gaan.

Deze leden behouden zich voor de Regeering bij de bespreking van het ont-

werp of bij eenige andere gelegenheid te wijzen op de grieven van verscheiden beroepsverenigingen en aan te dringen om ze te herstellen.

De Commissie beperkt er zich bij het uitsluitend voorloopig karakter van de klasseering te onderstrepen en aan te dringen op de vrijheid er zelfs vóór den eindtermijn, door het ontwerp bepaald, de wijzigingen aan toe te brengen die mochten nuttig blijken.

Het is doelmatig zooveel mogelijk de heffing bij de bron te veralgemeenen.

De weeldetaxe, zooals alle overige onrechtstreeksche belastingen, sticht een klaarblijkelijke ongelijkheid ten nadeele van de groote gezinnen. Tegen dit bezwaar bestaat er geen ander middel dan een vergoeding onder vorm van ernstige vrijstellingen in zake rechtstreeksche belastingen. In dit opzicht zijn de principiele voldoeningen, aan de groote gezinnen toegestaan door de wet tot wijziging van de supertaxe, ontoereikend en blijft de vraag open.

* *

Met dit voorbehoud stelt de Commissie eenparig den Senaat voor het ontwerp aan te nemen.

De Voorzitter,
ALB. FRANÇOIS.

De Verslaggever,
HUBERT PIERLOT.